



Conseil économique et social

Distr. générale
9 novembre 2016
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante et unième session

13-24 mars 2017

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par l'Internationale socialiste des femmes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

L'Internationale socialiste des femmes se réjouit de la discussion cruciale sur le thème « Autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en pleine évolution » à la soixante et unième session de la Commission de la condition de la femme. L'autonomisation des femmes dans tous les aspects de leur vie est au cœur de la mission de l'Internationale socialiste des femmes et constitue l'objectif fondamental de l'ensemble de nos activités. Qu'il s'agisse de faire campagne pour le droit de vote des femmes, de combattre la discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique ou de promouvoir l'élimination de toutes les formes de violence à l'endroit des femmes, l'Internationale socialiste des femmes s'engage activement pour la réalisation de l'égalité des sexes sur toutes les plateformes. Trop souvent, les femmes dans le monde subissent de lourdes entraves en raison de comportements au sein de la société, du monde politique ou des entreprises qui ont des effets négatifs sur leur vie professionnelle et leur capacité à devenir économiquement prospères et indépendantes. En conséquence, de nombreuses femmes, qui parfois fournissent l'intégralité du revenu familial, sont contraintes à des emplois faiblement rémunérés et à des conditions de travail inhumaines qui les vouent, et vouent les personnes à leur charge, à d'énormes souffrances et à une grande pauvreté.

L'Internationale socialiste des femmes se félicite également de l'examen des conclusions sur les difficultés rencontrées et les résultats obtenus dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en faveur des femmes et des filles ». Il est essentiel que soient mises en œuvre d'urgence des solutions viables aux questions que les femmes se posent sur leur participation au développement de leur société et de leur économie. Il est donc nécessaire, à cette fin, que tous les États Membres, les entités des Nations Unies et les organisations de la société civile travaillent en collaboration lors de l'examen des conclusions des objectifs du Millénaire pour le développement. De cette manière, nous pouvons collectivement tirer des enseignements et appliquer ce que nous avons appris pour soutenir et accélérer la réalisation des objectifs de développement durable pour le bénéfice de tous.

De nombreuses réalisations importantes ont été accomplies dans la lutte pour l'égalité des sexes dans le travail et constituent une source d'inspiration pour les femmes et les filles dans le monde entier. Dans certaines régions, notamment les plus progressistes, où les femmes sont plus actives sur le plan politique, des changements tenant compte des différences entre les sexes ont été apportés à la législation et aux responsabilités des entreprises, ce qui a permis de rendre la vie professionnelle des femmes plus sûre, plus productive et plus épanouissante que celle des générations précédentes. Dans certains cas, l'augmentation du nombre de places en garderie a permis aux femmes de reprendre le travail plus tôt et de maintenir leur poste à temps plein. On trouve désormais un plus grand nombre de régions où les entreprises sont légalement tenues d'accorder un congé de maternité rémunéré et de garantir le maintien de l'emploi des femmes afin que celles-ci puissent retrouver leur poste après avoir accouché. La tendance est aussi à l'assouplissement des modalités de travail, avec notamment les horaires flexibles ou le travail à domicile. Même si cette tendance ne s'est pas développée uniquement pour des raisons liées à l'égalité des sexes, elle a néanmoins permis à de

nombreuses femmes de mieux concilier leurs obligations professionnelles et familiales.

Malgré ces améliorations appréciables, il reste encore beaucoup à accomplir d'urgence pour les millions de femmes qui restent entièrement exclues du monde du travail ou qui sont exploitées ou marginalisées dans le travail. Les difficultés que subissent les femmes se sont d'ailleurs accrues au cours des dernières années avec la crise financière mondiale, les catastrophes environnementales telles que les inondations ou les ouragans et les conflits. En outre, les exigences dans le monde du travail ont évolué à un rythme sans précédent. Dans certaines régions, des types d'emplois entièrement nouveaux ont été créés, qui exigent des compétences et des connaissances nouvelles pour rester compétitif sur le marché du travail. Dans d'autres régions, l'effondrement ou la stagnation de l'économie a réduit le financement des programmes tenant compte des disparités entre les sexes. De nombreux programmes, dont l'instauration avait pourtant été obtenue d'arrachepied, ont été ainsi freinés. Dans l'ensemble, les femmes ont été davantage touchées par ces changements que les hommes, ce qui a engendré souffrance et pauvreté.

L'inacceptable écart salarial dont sont victimes les femmes alors qu'elles exécutent les mêmes tâches que les hommes, et qui contribue grandement à la pauvreté dont souffrent les femmes, demeure un sujet de préoccupation. Bien qu'il existe des différences considérables selon les régions, avec des écarts de rémunération plus importants dans certaines régions que dans d'autres, la question continue de se poser dans le monde entier. Il est également profondément préoccupant de constater que dans certaines régions, il existe des disparités entre les sexes dans l'accès à l'éducation et à la formation au détriment des femmes et des filles, ce qui les rend moins aptes à obtenir un emploi intéressant et bien rémunéré.

L'attitude de la société face au rôle de la femme en matière de parentalité et d'entretien du foyer continue d'influer sur le niveau de soutien apporté aux mères qui travaillent, comme la disponibilité des services de garde d'enfants. Dans certaines régions, les services de garde d'enfants pour les mères qui travaillent sont totalement inexistantes, tandis qu'ailleurs, ils peuvent exister mais être sous-utilisés en raison de la perception culturelle négative qui entoure les femmes travaillant en dehors du foyer. Les normes culturelles cantonnent beaucoup de femmes dans des rôles non rémunérés liés à l'éducation des enfants et à l'accomplissement des tâches ménagères et ne leur accordent pas le droit de posséder des biens ou de gagner un revenu indépendant. En outre, de nombreuses femmes qui travaillent à l'extérieur du foyer, dont certaines fournissent la totalité du revenu familial, sont contraintes d'accepter des emplois à temps partiel faiblement rémunérés, assortis de peu de droits en matière d'emploi et sans possibilités de carrière suffisantes, pour survivre et nourrir leurs enfants.

Même dans les régions progressistes où les femmes ont été en mesure d'acquérir des connaissances et des compétences et ont librement accès à l'emploi, il n'y a pas encore de véritable égalité entre les sexes au travail. De nombreuses femmes doivent se contenter d'emplois moins bien rémunérés et sont injustement exclues des promotions à des niveaux hiérarchiques élevés. En effet, ces femmes sont pénalisées tant en raison de leur sexe que pour le temps qu'elles passent à élever leurs enfants et à s'occuper de leur famille.

Les avancées technologiques constantes et la mondialisation croissante des entreprises signifient que celles-ci peuvent sélectionner et embaucher des candidats

presque partout dans le monde. Pour rester compétitives sur le marché du travail, les femmes doivent maintenir à jour leurs compétences, ce qui rend crucial l'investissement dans l'éducation et la formation des femmes et des filles. Dans le cas contraire, les femmes sont non seulement désavantagées dans le monde du travail, mais elles se trouvent aussi souvent isolées socialement, sous-utilisées à titre personnel et démunies financièrement.

Pour que l'autonomisation économique des femmes devienne une réalité, il est nécessaire que l'accent soit mis sur les domaines clefs ci-après, qui constituent les causes profondes de l'inégalité des sexes dans les communautés et les régions : 1) l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes, 2) l'accès à une éducation gratuite pour les femmes et les filles, et 3) l'éradication de la pauvreté dans le monde. L'Internationale socialiste des femmes exhorte tous les États Membres, les entités des Nations Unies et les organisations de la société civile à concevoir et à mettre en œuvre des solutions dans ces domaines clefs – en particulier à assurer l'allocation de fonds suffisants pour accélérer la pleine autonomisation économique des femmes dans toutes les communautés et régions du monde.

L'Internationale socialiste des femmes estime qu'il est extrêmement important que les hommes collaborent pleinement à la l'autonomisation économique des femmes. L'Internationale socialiste des femmes soutient activement la campagne HeForShe de l'ONU qui vise à informer les hommes des réalités et des souffrances que l'inégalité entre les sexes fait subir aux femmes et aux filles et les incite à devenir des acteurs dynamiques susceptibles de créer des changements positifs. À l'heure actuelle, la majeure partie du pouvoir financier et politique dans le monde est concentrée aux mains des hommes, qui composent aussi la plupart des conseils d'administration des entreprises. Il est donc impératif que tous les hommes apprennent à comprendre la valeur essentielle des femmes ainsi que leur contribution dans nos sociétés, et apprécient les valeurs de respect mutuel et de respect des droits fondamentaux de tous les citoyens.

L'Internationale socialiste des femmes réaffirme son engagement à soutenir l'autonomisation économique des femmes en examinant cette question lors de ses réunions et en encourageant ses 140 organisations membres à faire campagne et à promouvoir cet objectif dans leurs pays respectifs et à réclamer à leurs gouvernements la mise en œuvre de politiques, de lois et d'initiatives qui appuient et font progresser la cause de l'autonomisation économique des femmes.

L'Internationale socialiste des femmes saisit cette occasion pour inviter tous les États Membres à prendre les mesures suivantes :

- Promouvoir, dans le débat politique national et local, l'élaboration de politiques, de programmes et de lois visant à créer, à encourager et à maintenir l'autonomisation économique des femmes;
- Encourager la conception de programmes d'enseignement et de campagnes d'information destinés aux femmes et aux hommes dans les écoles, les universités, l'administration publique et les entreprises privées pour encourager l'égalité des sexes et les avantages de l'autonomisation économique des femmes pour tous les citoyens;
- Veiller à ce que les objectifs de développement durable aux niveaux local et national incluent des politiques et des pratiques inclusives qui encouragent le

développement et le financement de l'égalité des sexes afin de promouvoir et de soutenir l'autonomisation économique des femmes;

- Appuyer et promouvoir le principe de l'objectif de développement durable n° 5, « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles » à tous les niveaux de la prise de décisions nationales et communautaires pour que les questions et les enjeux liés aux disparités entre les sexes soient mis à l'ordre du jour des réunions et fassent régulièrement l'objet de débats.
-